

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
13 septembre 2007
N° 1994
1,22 €

TVA sociale



AB

abertzaleen batasuna

Feuille de route
pour les élections 2008

ISSN 0294-4596



9 1770294 459006



Exaltation nationaliste

LA gifle argentine en a sans doute tempéré l'élan. Mais la déferlante de chauvinisme franchouillard autour du mondial de rugby donne la nausée. Tout le monde s'y met, à commencer par le sommet de l'Etat. Au cours des semaines passées, président et membres du gouvernement sont allés, les uns après les autres, poser avec les joueurs pour exalter les «vertus françaises de force et de solidarité si bien symbolisées par le rugby», comme l'a dit l'inénarrable ministre des Sports. Qu'on se le dise: la victoire doit être française, question de fierté et d'unité nationale.

L'appel à la mobilisation est amplement relayé par les médias, chaînes de télévision au premier rang. Patriotisme se conjugue avec mercantilisme. Car audience rime avec recettes publicitaires. Il faut bien rentabiliser les droits de retransmission acquis à prix d'or. 60 millions de Français en bleu derrière le quinze de France le jour de l'ouverture, voilà le slogan martelé vendredi, du gouvernement aux présentateurs télé, en passant par l'arrogant personnage qui fait office de sélectionneur.

Et ça marche. Le public est au rendez-vous, prêt à payer des sommes exorbitantes pour assister aux matchs de l'équipe de France, et à acheter, à des prix indécents, maillots frappés du coq ou autres produits dérivés commercialisés pour la circonstance. Bien sûr, les moins fortunés se contenteront de crier ou de se lamenter devant leur téléviseur. Mais tous se sentiront fiers d'être français et s'identifieront à ces joueurs body-buildés, gavés de stéroïdes, qu'on leur donne en exemple.

Va-t-on nous rejouer 1998, où, dans l'euphorie de la victoire, on décidait que le foot serait la solution miracle aux difficultés des banlieues? Vaste escroquerie intellectuelle de l'intégration et de la promotion sociales

pour tous par le sport! Dix ans plus tard, le sport business prospère, mais les banlieues sont plus que jamais à l'abandon.

Restent les appels enflammés à la communion nationale et l'affirmation de la suprématie française reprise à satiété, car, assurément, nous appartenons à une nation à nulle autre pareille, enviée de tous, et ne saurions l'oublier. Cette exaltation nationaliste-là n'est en rien répréhensible. Bien au contraire, elle est légitime, car elle est française. Le referendum sur le traité constitutionnel l'a montré: on veut bien l'Europe, mais à la condition qu'elle soit française.

Lorsque nous autres, minorités bafouées, nous avisons de réclamer, timidement, la reconnaissance de notre identité, nous sommes accusés de vouloir dresser des frontières. Nous ne sommes que de tristes passéistes. Il n'est de bon nationaliste que français. Qu'on se le dise!

Mais tout n'est pas perdu, car dans cette France jacobine et cocardière, on brûle rapidement ce qu'on a adoré. Que l'équipe perde et l'engouement retombe aussi vite qu'il est monté. Les Français, peu croyants et peu pratiquants en matière de sports, ne s'y intéressent que si leur équipe gagne. Et si, d'aventure, les Irlandais ne finissent pas la semaine prochaine l'œuvre de salubrité entamée vendredi par les Argentins, les Blacks se chargeront de l'achever plus tard. Ce ne sera d'ailleurs que justice pour un petit pays de 4 millions d'habitants, dont le quinze est une réjouissante mosaïque de Maoris, de Samoans, de Fidjiens et de blancs. N'en doutons pas, les Blacks sauront rendre à la France la monnaie de la pièce pour toutes les humiliations infligées, il n'y a pas si longtemps, par les barbouzes dynamiteurs de navire et les mirliflores exploseurs de bombe atomique.

Barère beti hor !

«**Z**ONBAT diru xahutze ez ditugu ukan lehen bi nazio batzarretan egin diren legeen itzultzeko Frantziaren diren mintzaira ezberdinetan! Guri balitz bezala mintza molde bitxi edo trakets horien bizi araztea... jakinez fanatikoak edo kontra-iraultzaileak bakarrik serbitsatzen ahal dituztela!» Bertrand Barère de Vieuzac (1755-1841).

1793 inguruan erranak eta idatziak izan diren esaldi hauek gaur egun Frantziako hainbat arduradun politikoren hizkuntz politikaren ardatz nagusia osatzen dutela ikusteak bitxi egiten du!

Barère jauna, Tarbes-en sortua, frantses politika eta zuzenbide gizona zen. Azpimarratzekoa da bere bizi politikoa Frantses Iraultzan hasi zuela Hautes-Pyrénées-etako Tiers-Etat edo populuaren ordezkari bezala. Lan egiteko gaitasun haundia zuen bai eta ere hitzegitekoa. Segurrenik hortako zuten hautatu «Comité de Salut Public»aren barnean idazkari lanentzat.

Ardura horren ondorioz dira bere izenari lotuak beste ateraldi xeble batzu: «Despotismoak hizkuntz aniztasuna atxikitzen zuen... Federalismoak eta sineskeriak bretoieraz hitz egiten du; emigrazioak eta errepublikaren herrak alemana; kontra-iraultzak italiarra eta fanatismoak euskara. Hauts ditzagun kalte eta akatsen tresna horiek!»... besteak beste!

Errex da pentsatzea frantses iraultza garaian Barère hau «Club Jacobin»etako zaletu bat zela. Elkarte politiko iraultzaile horien garai hartako pentsakera eta jokamoldeek dituzte gaurko Frantziar (eta beste herrietako) errepublikar amorra-

tu bezain gogorre bai eta ere estado zentralizatuaren zaletuei «jakobino» titulua irabaz arazi!

Gaur egun ez bada Barère-en izpiritua holako adierazpen gordinen bidez agertzen... hala ere beti bizirik dirau. Aski da gogoratzea zer kezka sortu ziren duela guti aipatua izan zelarik frantses estatuan eskualdeek libreki hautatzen ahalko zutela beren antolaketa egokitua, beren errealitate eta historiak kontuan hartuz. Zer iraultza zen hori! Batasun nazionalaren atxikitzea eredu uniforme bat gabe ezinezkoa dela pentsatzen duen herri batean ezin sinetsia!

Azkenik, historiaren arakatzek ameskor uzten gaitu. Jakobino famatuenek («Montagnard» deituak) errepublika ideal bat amesten zuten, jende heldugabeari estruktura et gobernu indartsu baten eraginkortasuna impositatuko zituen Errepublika bat... Garaile bukatu zuten. Baina ber garaian eta «Club» berdinetan ari ziren beste Jakobino mota batzu («Girondins» deituak). Haiek nolabaiteko deserdiratze baten aldekoak ziren, emazteen hautetsi aurkezteko eskubidearen aldekoak, etab.

Tamalez, eta hori errealitatea da, Barère bezalakoek dute irabazi eta gaur egun haren ateraldiek untsasko markatzen dituzte jendeen pentsamoldeak.

Ez dezagun ahantz, historiak erakusten daukula izan direla herri antolaketa molde ezberdinei buruz gogoeta ainitz garaian ere. Batzutan garaileen historia biblia bat bezala irentsi gabe aberasgarri da galtzaile atera diren proiektuen ezagutzea...



... du record de la plus longue disparition battu dans le désert du Nevada par Steve Fosset, l'homme aux 100 records. Lui qui rêvait de tourisme spatial n'aura pas eu le temps de décrocher la lune!

... pas tant que ça, des accusations portées par une ancienne collaboratrice de Carla Del Ponte, procureur au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, contre la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie qui auraient sciemment laissé courir les criminels serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, recherchés pour génocide lors des massacres, entre autres de 8.000 musulmans à Srebrenica en juillet 1995. Tous ces accusations mesquines rasent Poutine!

... et attristé du départ de Big Luciano, le roi du contre-ut, dont la voix solaire à la résonance fabuleuse a enchanté les oreilles des mélomanes avertis et non-avertis durant quarante ans. Bon vivant, n'aimant guère le solfège, il disait qu'il n'était pas musicien mais qu'il avait la musique dans la tête et chantait avec son corps. «Quand Luciano chante, le soleil se lève sur le monde», disait un de ses admirateurs. O sole mio!

... du procès devant les assises de Paris de sept CRS accusés de «viol, viol aggravé en réunion et complicité» sur de jeunes prostituées de l'Est à qui ils confisquaient leurs pièces d'identité pour les contraindre à quelques gracieuses gâteries. Ces jeunes gens en uniforme n'ont exprimé aucun regret, seulement leur souhait de rester chez les CRS. On les comprend!

... de la lecture, par Bernard Laporte, de la lettre de Guy Moquet aux joueurs du XV de France avant le coup d'envoi de France-Argentine. Il devrait plutôt arrêter de fumer la moquette, avant de se prendre la porte dans la gueule, le Bernard!

... et réjoui, de l'interview accordée au Monde par Dospì, ancien pilier international, qui se termine par un plaidoyer pour la suppression de la Marseillaise, «l'hymne le plus violent du monde», «alors qu'on essaie de lutter contre la violence». En voilà un dont le sang n'est pas impur et qui n'est en tout cas pas disposé à le verser dans les sillons pour faire rougir les piments!

Impressions diverses nées de la lecture d'une plaquette commerciale

LA société, dans laquelle je suis salarié, a fait une plaquette commerciale de présentation de sa situation. J'ai repéré une photo de surf, classique pour toute société qui se veut moderne et qui est implantée sur la Côte basque. Rien de très spécial ni original à cela.

Ce qui l'est plus, c'est que sans l'avoir vérifié auprès du créateur de la plaquette, mon œil, qui se vou-



draît averti, a repéré que la forme de la vague (belle gauche régulière) caractérise le «spot» de Mundaka, comme disent les pros que je ne suis pas.

Le mendigoizale de base pourrait tout aussi bien repérer le mont Ogoño qui est en arrière-plan du surfeur, et situerait ainsi rapidement la belle province de Bizkaia.

L'œil de tout responsable d'aménagement du territoire en Iparralde serait, lui, complètement abasourdi par la photographie faisant apparaître, toujours derrière le surfeur, un espace immense vert sauvage et tombant dans la mer, comme ces photos de Donibane ou Miarritze d'un autre âge, à l'heure des premiers chemins de fer ou de Pierre Loti.

Le bord de mer en Bizkaia, en général et Mundaka, en particulier, est très préservé des excès de l'urbanisme. De façon générale, les villages sont concentrés et les lotissements nouveaux ne s'étalent pas. Souvent, ils sont à étages. Quand vous faites un footing à Mundaka, à la sortie ouest du village après la chapelle Sta Katalina, et après les petites parcelles primitives de jardin potager, vous trouvez des fermes dont les champs tombent sur la mer. Chose qui existe aussi du côté de Berritua, près de Lekeitio.

En Iparralde, la gestion anarchique des communes:

- si vous ne voulez plus être maire à la prochaine élection municipale,

Pantxo Bimboire

la méthode est simple: vous vous lancez dans la gestion du foncier dans votre commune, vous déclenchez ainsi la guerre et ferez l'unité contre vous. La bonne méthode est de ne pas s'attaquer au problème et de laisser venir. La «sauce électorale» consiste à équilibrer la liste: en métier: artisan, mère de famille, agriculteur, fonctionnaire; en âge ou dans l'espace: combien dans le bourg, combien dans les quartiers, etc.; mais aussi à faire plaisir aux copains. Cet exercice est bloquant pour la construction rationnelle de l'urbanisme, car les intérêts financiers qui en découlent sont antagonistes. Cela veut-il dire qu'il ne peut y avoir d'approche sur le sujet et que toutes les municipalités en sont au même point? Bien sûr que non.

- Quelles pourraient être les bonnes questions pour résoudre ces problèmes?

Se poser les questions à cinq ou dix ans: combien le village va-t-il accueillir de personnes et comment se logeront-elles (habitat individuel/collectif), comment zoner grossièrement les trois activités: agriculture, habitat, artisanat/industrie, quels sont les axes de déplacement et les centres d'achat.

Avoir conscience des verrues, pour une action à moyen terme: telle activité polluante, par exemple garage/mécanique, en plein milieu du village; des difficultés: combien de jeunes ne trouvent pas de logement; quelles solutions envisager. Respecter de grands principes: par exemple, réserver les abords de voies rapides ou de grands axes à des zones d'activité et non pas au logement.

Faire agir des spécialistes d'urbanisme et d'aménagement: l'agence d'urbanisme et l'EPFL ont été créés pour cela. Ils permettent aux municipalités de faire dire par d'autres ce qui doit être dit en proposant des orientations à long terme, en donnant des chiffres, en un mot, en rationalisant le problème, donc en le dépassonnant.

Pourtant la situation évolue:

- de plus en plus de personnes se rendent compte de l'impasse actuelle: prix des terrains, morcellement de l'habitat, consommation irrationnelle de l'espace, fuite des entreprises vers les terrains «landais», perte de substance agricole, etc.
- la présence sur le terrain d'ac-

teurs nouveaux qui aident à la prise de conscience: les communautés de communes qui sont le lieu privilégié où ce type de question doit être traité. En principe on est plus cohérent à plusieurs, et le temps semble fini où chaque village faisait, dans son coin, sa salle polyvalente, son mur à gauche, puis sa piscine; mais aussi, le Conseil de développement, le Conseil des élus, l'EPFL.

- la signature de la convention entre l'EPFL et la SAFER: quoi de plus naturel que ces deux organismes travaillent ensemble à l'organisation de l'espace. On aurait pu y penser plutôt, tellement cela semble naturel.

Mais avec encore, trop peu de moyens:

La capacité d'intervention de l'EPFL est trop faible, au regard du prix des terrains.

Néanmoins, sa capacité d'influence s'étend. Au départ, géographique cantonné sur le BAB, il étend sa zone d'influence à l'intérieur et cela coûte peu. Les maires et les acteurs des communautés de communes peuvent et doivent se servir de cet outil pour des études et des conseils.

Il me semble, par ailleurs, que cet organisme devrait couvrir tout Iparralde et qu'il serait bon qu'il soit piloté par une politique définie consensuellement.

Les abertzale dans tout ça:

Nous sommes encore loin du problème, et dans les municipalités où nous nous trouvons, ce n'est pas notre tasse de thé de s'occuper de cela. A tort, d'ailleurs. Il serait intéressant de lire ce que Mixel Ithurbi de pourrait écrire à ce sujet. Nous sommes aussi loin de l'économie et de l'activité industrielle. Les sujets d'intérêt de l'université d'AB n'ont pas été ceux-là. Nous avons une sorte de complexe d'infériorité et nous laissons ces questions à des spécialistes. Peut-être craignons-nous de nous mouiller dans des options concrètes ou jamais rien n'est tout blanc ou tout noir.

En conclusion, nous sommes

loin de la plaquette commerciale du début du billet de ce mois, prétexte à vous servir mes sempiternels radotages. N'importe lequel d'entre vous pourrait donner son avis sur le sujet. En attendant, merci pour votre patience eta gero arte.

Université d'été d'AB : faire le bilan

Dans son édition de la semaine dernière, Enbata a entamé la publication du compte-rendu des travaux d'ateliers organisés par Abertzaleen Batasuna au cours de son université d'été qui s'est déroulée du 23 au 25 août à Arbonne. Mikel Irizar analysait la situation et les perspectives politiques en Hegoalde. Mertxe Colina présentait la part prise par AB dans les diverses instances nationales auxquelles le mouvement participe. Cette semaine nous complétons ce panorama en publiant trois autres contributions: celles sur le bilan de la coalition Euskal Herria Bai et la préparation des élections municipales et cantonales du printemps prochain, et, enfin, celle sur les interventions du CADE et du collectif Alerte OGM du Pays Basque, au cours de ces journées d'Arbonne.



Peio Etcheverry-Ainchart

Peio Etcheverry-Ainchart : «Ne c'est se condamner à laisser la d

ENBATA: Pourquoi les élections municipales sont-elles d'une importance majeure pour le mouvement abertzale?

Peio Etcheverry-Ainchart: Il est d'abord important de souligner le fait que pour AB les élections ne sont qu'un outil parmi d'autres en vue de la progression de l'abertzalisme. En effet, il est tout aussi important de travailler tout au long de l'année et sur divers chantiers, ne serait-ce que pour éviter une réflexion que l'on entend souvent et qui est d'ailleurs justifiée pour la plupart des partis politiques représentés en Pays Basque Nord: «Vous, on ne vous voit que lors des élections!». Changer la société, c'est la convaincre et la modeler au jour le jour. Il n'en reste pas moins que les élections sont fondamentales pour mesurer le niveau de pénétration de nos principes et également pour investir les lieux de décision, puisque, jusqu'à preuve du contraire, la gestion des affaires publiques est quasi-exclusivement aux mains des élus. Ne pas avoir d'élus, c'est se condamner à laisser la décision aux autres sur tous les points au sujet desquels on critique leur action. À cet égard, les élections municipales sont les plus importantes car ce sont les élections les plus «proches» de la population, celles par le biais desquelles on répond aux enjeux locaux de toutes sortes. La commune et l'intercommunalité sont les échelons de base, ceux par lesquels les abertzale sont directement en prise avec les affaires de leurs concitoyens.

Enb.: Quelles sont les modalités de participation décidées par AB?

P. E-A.: Depuis que les abertzale sont présents régulièrement à tous les types d'élections, disons depuis Herritarki en 1983, les choix politiques de niveau local sont effectués dans chaque commune, d'autant plus que les abertzale locaux sont le plus souvent de sensibilités très diverses, qu'il y a probablement plus d'indépendants que d'encartés à un parti, et que cela a donné naissance à un maillage de groupes municipaux abertzale. D'une commune à l'autre, et au gré des contextes et des opportunités diverses, ces groupes ont eu des politiques d'alliances et des modes d'action très différents: à Biarritz et Anglet, ils ont pacté avec une majorité de droite; à Saint-

Jean-de-Luz, Urrugne, Ustaritz ou Bayonne ils ont fait le choix d'une opposition frontale; à Hendaye, l'alliance s'est faite avec la gauche; à Saint-Pée il y a des abertzale dans la majorité et d'autres dans l'opposition... Quant aux communes rurales, les plus nombreuses et celles où les élus abertzale sont aussi les plus nombreux (il ne faut pas l'oublier), les débats entre appareils partisans sont beaucoup plus diffus, même s'ils ne doivent pas cacher d'autres types de rapports politiques d'importance.

De fait AB a toujours conservé sa ligne de conduite consistant à respecter ce mode de fonctionnement; il ne peut se borner qu'à faire des préconisations, qui n'engagent d'ailleurs que ceux parmi ces groupes municipaux qui sont adhérents d'AB. Cela fait que même si des contradictions évidentes pèsent sur les choix des abertzale à échelle d'Iparaldea, comme ils pèsent sur les choix de tous les autres partis si l'on veut bien s'y intéresser, cela ne peut être imputé à AB qui n'y a aucune prise, ni la volonté d'en avoir.

Enb.: En tant que parti politique, AB aura-t-il un programme municipal type qui pourra se décliner selon la situation que les militants vivent dans leur commune?

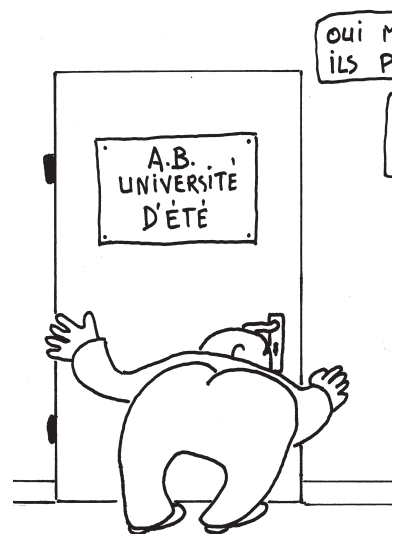
P. E-A.: Oui, car le constat effectué plus haut n'empêche pas AB d'avoir la volonté d'assumer sa responsabilité auprès des militants abertzale en proposant les outils nécessaires à une bonne préparation de ces élections, et en particulier dans le but d'assurer une certaine cohérence dans le message et les choix. Nous ne partons pas de rien. Cela fait plus d'un an que nous avons lancé un cycle de formation ouvert à tou(te)s sur tous les grands points de la politique municipale. Nous avons aussi organisé des assises municipales en décembre dernier à Anglet, pour débattre des choix d'alliances, du rôle d'un élu abertzale, des points programmatiques fondamentaux. Tout cela a été approfondi lors des universités d'été, et donnera lieu à l'établissement d'une sorte de «feuille de route» de l'élu abertzale guidant celui-ci au quotidien, mais aussi d'une base de données programmatique dans laquelle puiser des idées et partager l'expérience de 20 ans de participation abertzale aux élections. Enfin AB débattait en AG de préconisations à destination de ses militants locaux en matière de choix d'alliances éventuelles pour mars 2008,

mais qui ne pourront être qu'indicatives.

Tout cela est un gros travail, mais c'est un travail essentiel si l'on veut éviter de rester un mouvement d'incantation. Les abertzale étions déjà une alternative à gauche. Mais avec le balayage des dernières législatives et le PS actuellement en perdition, nous sommes désormais la principale alternative de gauche en Iparaldea. Il nous faut l'assumer en étant efficaces.

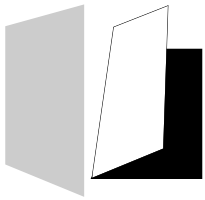
Enb.: Quel bilan AB a-t-il tiré de sa participation aux instances nationales?

P. E-A.: AB a été systématiquement présent dans les structures mises en



place au niveau d'Euskal Herria, tant dans le domaine de la construction nationale que dans ceux de la résolution du conflit ou des aspects connexes tels que les dossiers anti-répressifs ou de soutien aux preso. Le bilan toutefois ne peut être satisfaisant. Il ne peut l'être ne serait-ce que par le constat d'une situation d'impasse dans laquelle les socialistes espagnols ont fait exploser le processus, ETA a encore une fois trahi sa promesse d'une trêve déclarée comme «permanente», et le PNV reste enfermé dans son attitude gestionnaire et opportuniste.

Quand on est un parti disposant de plusieurs dizaines de permanents, on dresse le bilan uniquement à l'aune des avancées et des limites. Et il faut être autiste pour affirmer que la situation est bonne aujourd'hui. Mais quand on est AB et que l'on n'a ni moyens financiers ni moyens humains, on le dresse de cette manière aussi mais on



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Alda!

gogoeta, eztabaida eta formakuntza tresna

2007ko irailaren 13a

TXETX ETCHEVERRY (txetx@wanadoo.fr)

Travailler moins et gagner autrement



"(...) avec le système actuel, "Travailler plus pour gagner plus" veut très concrètement dire la chose suivante : "produire plus" de marchandises, de constructions, d'infrastructures, d'énergie, de transports, etc. "pour consommer plus"... de marchandises, de constructions, d'infrastructures, d'énergie, de transports, etc.(...)"

"Travailler plus pour gagner plus", c'est donc notamment sur ce slogan hypocrite, égoïste et archaïque que Nicolas Sarkozy et la droite française ont gagné la bataille des élections présidentielles.

Hypocrite :

Ce slogan reflète une grande hypocrisie chez nos nouveaux gouvernants car il est en contradiction complète avec toutes leurs déclarations de bonnes intentions en faveur de l'environnement et de l'écologie (signature du pacte Nicolas Hulot, super ministère de l'environnement...). En effet, nous savons tous aujourd'hui que tous les voyants écologiques sont dans le rouge : nous produisons trop de gaz à effet de serre qui provoquent un réchauffement de la planète aux conséquences catastrophiques, nous sommes en train d'épuiser les énergies fossiles (pétrole, etc.) et les

matières premières, d'abîmer les sols, l'eau, l'air, bref de pourrir la planète. Et si les conséquences sont déjà largement mesurables pour nous, elles seront terribles pour les générations qui nous suivent.

▼
"Lan gehiago egin,
diru gehiago irabazteko"
eslogana hipokrita,
berekioia
eta arkaikoa da."

Or avec le système actuel, "Travailler plus pour gagner plus" veut très concrètement dire la chose suivante : "produire plus" de marchandises, de constructions, d'infrastructures, d'énergie, de transports, etc. "pour consommer plus"... de marchandises, de constructions, d'infrastructures, d'énergie, de transports, etc. Ce qui signifie évidemment gaspiller encore plus d'énergies fossiles, de matières premières, pourrir encore plus tous les niveaux de la Terre, produire encore plus de gaz à effet de serre et donc accélérer encore plus le réchauffement de la planète.

Egoïste :

C'est égoïste car tous nos gouvernants savent très bien que ce système n'est tenable qu'à court terme (les générations qui nous suivent devront non seulement se serrer la ceinture mais en plus payer nos



dégâts) et même à court terme il n'est tenable que si seule une minorité de privilégiés de la planète en bénéficie. En

effet, l'*empreinte écologique*⁽¹⁾ moyenne d'un européen est de 5 hectares. Si tout le monde consommait autant que nous, il faudrait l'équivalent de trois planètes. Si tout le monde consommait comme un américain (du Nord), il faudrait six planètes !

Archaïque :

Ce slogan trahit une vision du monde datant du 19^e siècle, quand on n'avait pas encore conscience qu'on vivait dans un monde fini (aux ressources et possibilités non illimitées). Il s'entête dans l'aveuglement terrible de la fin du 20^e siècle qui a conduit à ignorer les avertissements des scientifiques et du Club de Rome sur les dégâts sérieux qu'on commençait à déceler sur notre planète. La course à la croissance, la religion du productivisme a continué de plus belle comme si de rien n'était.

Le 21^e siècle, avec l'accession au même modèle de croissance économique des pays émergents (Chine, Inde, Brésil, ...) dont les populations se comptent en milliards pose le problème de fond non plus à moyen terme mais à court terme : c'est aujourd'hui que ça se passe. Comme nous n'avons ni six planètes, ni même trois, comment allons nous régler le problème de ce mode de production et de consommation qui n'était pas extensible à toute l'humanité mais qu'aujourd'hui tout le monde veut et commence à pouvoir imiter ? Par la guerre, une crise mondiale pire que celle de 1929, une catastrophe écologique ? Courir vers le mur était un crime, courir encore plus vite une imbécillité.



"Courir vers le mur était un crime, courir encore plus vite une imbécillité."

Travailler moins et gagner autrement :

Une vision lucide, cohérente, généreuse, porteuse d'avenir prendrait le contre-pied de Sarkozy et prônerait une logique radicalement différente.

Travailler moins et gagner -donc consommer- autrement serait en effet le seul leitmotiv cohérent avec les objectifs affichés de réduction des gaz à effets de serre, de protection de la planète et de justice et d'équité mondiale.

Il faut diminuer le gâteau global en le répartissant autrement, et en veillant également à changer une partie de la recette et des ingrédients.



"Gaur egun munduko biztanle guzietan europarrak bezala kontsumitu nahi balute 3 planetaren beharra ginuke. Eta mundu osoak ipar amerikarrak bezala kontsumitzen hasi nahi balu, orduan 6 planetaren beharra ginuke."

Gagner autrement, c'est :

1. *augmenter le pouvoir d'achat des plus démunis :*

✓ *en réduisant leur temps de travail.* Cette baisse, bien utilisée et dans un système qui la favoriserait, peut induire une augmentation du pouvoir d'achat disponible, effectif de chacun. Moins d'argent dépensé en crèches, garderie, du temps pour mieux faire ses courses et ses divers achats, plus de temps pour réparer au lieu de jeter, faire plutôt que faire faire, cuisiner plutôt qu'acheter des plats cuisinés etc.

✓ *en leur distribuant du pouvoir d'achat écologiquement et socialement utile :* par exemple, on paierait -en guise de part supplémentaire de revenus- en forfaits de transports collectifs (bus, trains, métro) ce qui diminuerait les dépenses du foyer (et donc augmenterait son pouvoir d'achat effectif) et provoquerait une baisse du transport global (par la diminution du transport individuel) et la baisse des émissions de gaz à effet de serre et du gaspillage des énergies fossiles⁽²⁾.

Ou encore on paierait en "*forfaits loisirs économes en empreinte écologique*" (livres, vélo, entrées de théâtre, musique téléchargeable et non éditée en CD, cours de gym, yoga, danse...) pendant qu'on augmenterait les prix de tous les loisirs dévoreurs d'empreinte écologique (jouets



"Valoriser les forfaits loisirs économes en empreinte écologique"

vite jetés, vacances en avion, activités motorisées en général, attractions et animations grandes consommatrices d'énergie, etc.) sans oublier évidemment une interdiction des manifestations pédagogiquement scandaleuses (du type 24 heures du Mans et Paris Dakar, etc.).

2. *diminuer le revenu des plus riches pour :* faire baisser la part du gâteau global ainsi que pour en affecter une partie à la solidarité nationale (retraites, handicapés...) et au remboursement d'une partie de notre dette écologique contractée à l'égard du Tiers-Monde⁽³⁾.

Il y a bien un salaire minimum fixé par la loi. Pourquoi ne pas imaginer un revenu maximum autorisé, limitant le niveau possible des inégalités dans nos sociétés ?

D'après un rapport du PNUD⁽⁴⁾ de 1998, entre les 5 % les plus riches et les 5 % les plus pauvres de la planète, l'écart des revenus atteignait alors 74 pour 1, contre 30 pour 1 en 1960. Depuis, la situation a continué d'empirer.

La réduction et la redistribution du gâteau global va devoir commencer par le sommet. Je reviendrai sur cette question le mois prochain dans *Alda!*



⁽¹⁾l'empreinte écologique est la superficie de terre productive et d'écosystèmes aquatiques nécessaires pour la production des ressources utilisées et l'assimilation des déchets produits par une personne ou une population donnée.

⁽²⁾logique radicalement différente que celle du programme de Ségolène Royal qui prônait la TIPP flottante. Cette variation de la taxe sur les carburants permet de maintenir le prix à la pompe malgré la hausse du prix du pétrole. Cela maintient donc le pouvoir d'achat des moins riches, mais en les encourageant à continuer de consommer toujours autant et de manière toujours aussi destructrice pour la planète et égoïste par rapport au Tiers-monde et aux générations à venir.

⁽³⁾la dette écologique est la dette accumulée par les pays industrialisés du Nord envers les pays du Tiers-monde à cause du pillage des ressources, des dommages causés à l'environnement et l'occupation gratuite de l'environnement pour le dépôt des déchets, tels que les gaz à effets de serre, provenant des pays industrialisés.

⁽⁴⁾Programme des Nations Unies Pour le Développement, agence spécialisée de l'ONU

Etxeko errugbilari desesperatuak...

Muntx

"Beauf" bat naiz.

Arras asumitua gainera, nere "coming out" egina baitut duela aspaldi!

Ondorioz, ortziraleko arratsa telebistaren aitzinean pasatzea erabaki nuen! "Plan beau" horretarako beharrezkoak bildu nituen: ogia, txorizoa, gasna... Garagardoak hotzgailuan ezarri nituen freskatzera... Ez nuen deusik ez ahantzi! Munduko errugbi txapelketa hasten ahal zen, PREST nintzen!

Bon...Ados... Badakit zer pentsatzen duzun... Errugbi kopa horrek usain txarra daukela: adibidez, TF1 katearentzat diru ixtorio lodi bat besterik ez da: inbertzio alimaleko baten aitzaki komertziala! Errezeta zaharra! Gertakaria bultzatu, ikuslegoa bildu eta publizitatearen prezioak igoarazi ahal bezain diru gehiena irabazteko.

Bertzalde, argi da Sarkozyrentzat komunikazio operazio bat dela. "Panem et circenses" erraten zuten Erromatarrek: ogia eta jokoak podere politikoaren bi zutabeak dira gaur egun ere! Hortaz konturatzeko Sarkozy Laporte, Frantses ekipako trebatzailea, gobernuan izendatu duela aski da orroitaraztea.

Dena den, nahiz eta hori dena jakin, errugbiarentzat dudan afizioak irabazi zuen eta maiz bezala nere kontzientzi politikoa garagardoekin betan hotzgailuan utzi nuen freskatzera! Bainan partidua hasi orduko, zer ustegabea! Joko eskasa besterik ez zaukuten erakutsi! Aspertu nintzen eta telekomandaren bidez, bertze kateen egitarauak zelatatu nituen halako "zapping" ero batean.

Epe baten buruan, garagardoa ala txorizoaren eraginez, dena nahasi zen nere buruan. M6ko "Etxekandre desesperatuak" telesaileko egoerek errugbiko irudiak ordezkatu zituzten: Betsen Bree-ren auzo beldurgarria bilakatu zen, Chabal Lynette-en senarrarekin batera borrokatu zen, Agustin Pichot-ek Suzie-ren gizongaia lehertu zuen... Hots nahasketa "kathodiko" bat nere begien aitzinean!

Hori dena bukatu zelarik, ohartu nintzen frantsesek galdu zutela. Hau berri ona! Erakusten dauku kirola ez dela edozein iragarri operazio bat izaten ahal! TF1ko diruak deus ezin du ustegabeen kontra! Eta "etxe" frantses errugbilari "desesperatuek" ere hori ikasi zuten!

□

JAN-PIERRA BORDAGARAY

S'intégrer pour mieux agir

Etre proche et à l'écoute des salariés pour promouvoir des actions aussi efficaces que concrètes



Depuis l'âge de 18 ans je travaille à la Poste comme facteur. Je suis resté à Paris, dans le Béarn, puis à Mauléon pendant 23 ans et enfin depuis peu j'ai réussi à être muté à Hasparren.

Critères de sélection d'un syndicat

A 18 ans je suis entré à la CFDT car l'ambiance entre les collègues et la proximité de ce syndicat avec les travailleurs de la Poste m'ont attiré. Il existait à l'époque une certaine préoccupation chez les employés pour être défendu par un syndicat.

Quelques décisions prises à l'époque de Nicole Notat (dans les années 90) ont fait que j'ai décidé de me joindre à SUD PTT qui était apparu comme un syndicat nouveau, avec des propositions intéressantes pour défendre les travailleurs et une présence plus marquée sur le terrain.

Il est très important pour moi qu'un syndicat défende les droits des travailleurs dans son milieu de travail tout en restant au contact des salariés. Souvent, mieux vaut réussir cette intégration que de donner une image d'organisation noyée dans les réunions... De mon côté, mon militantisme s'est souvent limité au lieu de travail...

Abertzalisme dans le milieu du travail

Mon abertzalisme est né et s'est renforcé quand j'étais hors du Pays Basque... Il est surtout lié à tout ce qui touche à la langue basque et au respect de la langue et de la culture basques...

Dans mon travail, j'ai toujours essayé d'utiliser le basque avec les bascophones que je rencontre.

D'autre part, j'ai aussi été la personne qui était en charge de bien orienter les lettres dont les adresses étaient écrites en basque et qui pouvaient souvent être acheminées vers la section "adresse non reconnue" et terminer à Libourne pour être ouvertes...

Cette petite initiative avait été acceptée surtout dans la mesure où elle n'exigeait pas de "grande révolution" en interne...

Enfin, il faut quand même reconnaître que les grandes administrations font preuve de peu d'intérêt pour la langue basque et ne se préoccupent pas beaucoup de sa survie.

□

S'impliquer dans un syndicat abertzale

A l'époque où j'étais à Mauléon et membre de SUD nous avons dû nous mobiliser pour la défense des 35 heures. Un désaccord avec la façon dont la grève avait été menée par mon syndicat a fait que j'ai décidé de changer de syndicat et d'adhérer à LAB.

En fait, cet événement m'a permis d'être plus en accord avec moi-même.

En effet, pour moi être abertzale et syndicaliste dans un syndicat abertzale c'est être cohérent avec ses idées... Cette réflexion que je menais depuis un certain temps s'est concrétisée par l'adhésion à LAB.

Dans une première étape on devient membre du syndicat et par la suite on peut aller plus loin en étant élu ou candidat public du syndicat.

Même si le syndicat est petit, il y a de grandes opportunités pour attirer de nouveaux membres en étant proche des travailleurs, en découvrant et écoutant leurs problèmes et en apportant ou créant des solutions. Rappelons que le taux de syndicalisation reste globalement faible. Ainsi, il n'y a qu'à voir les heures supplémentaires qui sont effectuées sans aucune contre-partie et les épuisements et tensions qui se créent ! Comme 40% à 50% des employés sont avec un statut de droit privé, les risques liés à la mobilisations sont aussi très différents pour les uns et pour les autres et il n'est pas toujours facile de trouver une revendication commune !

Dans une Administration comme la Poste, hors CGT, FO, CFDT et SUD il n'est pas facile d'avoir beaucoup d'écoute de la part de la direction.

Promouvoir des petites actions

Malgré ces difficultés, je ne désespère pas de pouvoir impulser dans la mesure du possible des initiatives pour que le basque puisse être apparent (sous forme d'affiche, etc.) dans les guichet afin que ceux qui savent le basque soient invités à le pratiquer à la poste. De même, pourquoi pas inciter la Poste à s'impliquer de la même façon qu'avec les événements sportifs dans le soutien d'événements culturels ou de défense de la langue basque...

Oposizioan den hautetsiaren zeregina

Hautetsi baten jarrera oposizioan 10 aginduri esker aurkeztua izaiten ahal da. Fitxa tekniko hunek etxebizitzaren kasua jarraikiz agindu horiek aztertzen ditu.

1/ Zaindu:

Hirian etxe/apartamendu baten atxe-maiteko jendeak dituen nekeziak zaindu.

2/ Jakinarazi:

Herriko kontseiluan prentsan, karriketaren etxebizitzaren arazoa aipatu, salatu eta jakinarazi.

3/ Kitzikatu:

Etengabe, gehiengo kitzikatu gai horri buruz eta debateak eztabaidak piztu.

4/ Aztertu:

Arazoaren kausak eta ondorioak ikeru eta aztertu.

5/ Kritikatu (molde baikor edo konstruktiboan):

Gehiengoaren erantzunak kritikatu haien eskasak edo/eta ahuleziak azpimarratuz edo goraiapatuz.

6/ Plazaratu:

Herriko kontseiluetan, prentsan edo eta karrikan gure ideiak eta proposamenak agerian eman. Ber maneran, gehiengoaren ideiekin dituzten aurkakotasunak aipatu eta erakutsi



Opposition municipale :
*10 verbes pour être efficace !
 Anticiper les besoins des citoyens,
 informer, provoquer le débat, faire des recherches, critiquer de façon constructive, présenter et comparer ses propositions, être à l'écoute de la population, aider en répondant aux attentes, s'impliquer dans les activités et débats publics, tirer toutes les leçons et enseignements de son passage dans l'opposition pour réussir une fois qu'on sera dans la majorité!*

7/ Entzun (ulertu):

Biztanleenganik datozen zurrumurruak, iritziak, kritikak, entzun eta aditu. Ondotik, ikus ea kontuan hartuak izan behar diren edo ez...

8/ Ihardetsi (lagundu):

Biztanleen kezkei, arrangurei ihardetsi gure proposamenak aintzinatuz eta gaur egungo hutsak eta akatsak azpimarratuz.

9/ Parte hartu:

Kanpoko ekintzetan, debatetan parte hartu erakusteko gaia gurea dela eta nonbait adituak girela.

10/ Ikasi (eta oroitu bihar irabazteko)

Beti gogoan izan formakuntza hobereena dela zelaian bizitzen dena, hots oposizioan arizanez, jo eta ke gehiengoan izaiteko xede eta jokamoldeekin!



L'Agenda de la Fondation

CYCLE DE FORMATION :

ÇA REDEMARRE!

C'est la rentrée. La Fondation Manu Robles-Arangiz reprend les cycles de conférences, sessions et stages de formation à compter de ce mois-ci, jusqu'en juillet 2008.

Tous ceux et celles qui désirent recevoir l'information sur les sessions proposées peuvent nous envoyer leur adresse e-mail à l'adresse suivante : ipar@mrafundazioa.org

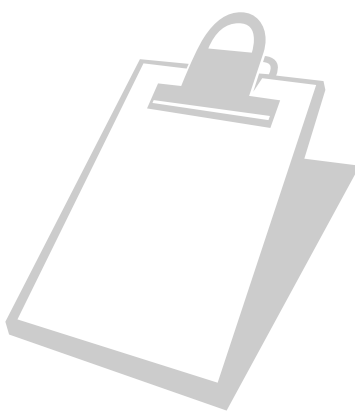
Les conférences, sessions et stages sont gratuits.

Un cycle de 4 sessions sur l'Histoire du Pays Basque est organisé entre novembre et décembre. Vous pouvez d'ores et déjà nous signaler si vous êtes intéressés pour le suivre (cela nous permettra de définir

collectivement la période et les jours les plus adaptés pour l'organiser).

Un cycle sur la révolution russe et les débats du mouvement ouvrier international à cette époque-là (en 4 sessions de 2h30) est prêt à être organisé : socialisme, anarchisme, communisme, bolchéviques/menchéviques, socialistes révolutionnaires, le parti social-démocrate allemand, le spartakisme, Rosa Luxembourg, Bordiga, l'anarcho-syndicalisme, la charte d'Amiens, les différentes Internationales, etc.

L'organisation de ce cycle sera mis en place seulement s'il y a un noyau minimum prêt à le suivre dans sa globalité : merci de nous signaler d'ores et déjà si vous seriez intéressé(e).



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



MANU
 ROBLES-ARANGIZ
 INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
 20, Cordeliers karrika
 64100 BAIONA
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
 Fernando Iraeta
 Ipar Euskal Herriko arduraduna
 Txetx Etcheverry
 Alda!ren koordinatzailea
 Xabier Harlouchet

Plan pour mieux préparer l'avenir

« Pas avoir d'élus, décision aux autres »

y ajoute l'amère mesure du rapport entre l'investissement consenti et le résultat obtenu. Et l'on se demande si l'on peut continuer longtemps ainsi, doutant du niveau de confiance que les trois principaux partenaires constituant le «triangle politique» d'Hegoalde inspirent.

Enb.: Quelles sont les évolutions envisagées en la matière?

P. E-A.: Tout d'abord il nous tient à cœur de réaffirmer le fait qu'AB est un parti abertzale dont le principal terrain d'action est en Iparralde, mais dont la vision nationale du Pays Basque reste fondamentale. Ne serait-ce que par principe, ne serait-ce aussi que pour

que la mise en place pérenne d'outils de construction nationale, permettra d'ouvrir les perspectives attendues depuis si longtemps par les habitants de ce pays. Vu le niveau de confiance nul et la tension en Pays Basque sud, c'est peut-être de partis comme AB que peut germer quelque chose d'intéressant.

Enb.: Où en est-on du rapport de forces avec l'Etat français?

P. E-A.: Les avancées ont été considérables durant ces dernières années. Tout d'abord parce que les objectifs principaux fixés par Batera ont porté leurs fruits: création de Laborantza Ganbara, dont il faut maintenant consolider les fondations et assurer le développement; et campagne de signatures en faveur du référendum sur le département, qui ne pouvait être qu'une victoire depuis le dépassement des 22.000 signatures en Iparralde, victoire qui devient toujours plus éclatante aujourd'hui que nous sommes à plus de 30.000 signatures. Tout cela montre que les stratégies non-violentes et de construction concrète d'outils de développement sont véritablement efficaces pour peu qu'on veuille bien prendre le temps de les faire fructifier. Les Ikastola ne sont pas nées en un jour, mais les avancées actuelles dans le domaine de l'euskara n'auraient peut-être pas été possibles sans ce travail de fond. Les réactions de l'Etat sont un autre signe de l'importance de ces réalisations. Voir le préfet se braquer ainsi devant Laborantza ganbara, alors qu'il ne s'agit que d'une structure créée de manière parfaitement pacifique, légale, à l'image de n'importe quelle autre association, est révélateur. Nous sommes donc sur la bonne voie, une voie qui nous permet en outre de créer du lien et de la mutualisation de forces entre acteurs par ailleurs très différents, ce qui lui promet une issue démocratique. Cela ne nous empêche guère de réfléchir de notre côté aux projets que le monde abertzale doit élaborer en son nom propre, tant sur l'institution que sur d'autres domaines, comme AB a pu le faire sur un autre terrain (sans mauvais jeu de mots), celui du foncier.

L'année sera donc chargée, mais AB s'y est préparé. À chacun désormais de se demander s'il peut apporter sa pierre à l'un de ces chantiers et permettre à AB de réaliser tous les projets échaudés pour les prochains mois; car s'il y a des années plus importantes de d'autres pour l'abertzalisme, 2008 en fait assurément partie.

Peio Claverie : « Nous devons nous montrer imaginatifs, ouverts et combatifs »

E NBATA: Comment résumez-vous les travaux de l'atelier consacré aux élections cantonales du printemps prochain?



Peio Claverie

Peio Claverie: Le débat concernant les futures échéances cantonales a mis en évidence quelques idées forces.

Les élections cantonales sont des élections locales à la portée des abertzale. Les thèmes de campagne qui sont et seront abordés par les différents candidats et candidates sont la plupart du temps des domaines où les abertzale ont depuis longtemps exprimé des opinions et fait des propositions. L'aménage-

ment du territoire, l'euskara, la solidarité sociale, le logement, le respect de l'environnement, le développement durable à l'échelle du citoyen... Aujourd'hui tout le monde respecte une candidature abertzale aux élections cantonales. Les abertzale peuvent remporter ce type de scrutin, à défaut ils peuvent aussi favoriser de manière très significative tel ou tel projet, telle ou telle candidature. Les abertzale seront donc présents aux élections cantonales de mars 2008 pour obtenir dans chaque canton le meilleur score possible, pour convaincre et créer les conditions du changement mais aussi pour gagner ou faire gagner partout où cela sera possible. Les élections de 2008 sont également celles qui préparent les futures élections cantonales.

A Abertzaleen Batasuna chacun et chacune est conscient des enjeux et des dossiers importants et structurants qui seront appelés à être discutés au Parlement de Navarre à partir de 2008. Chacun est conscient que cette assemblée aura nécessité à construire une majorité claire et légitime pour mener à bien la future politique qui décidera de l'avenir du Pays Basque Nord.

Les universités d'été d'AB ont voulu souligner que l'assemblée qui siège à Pau peut, sans oublier d'autres formes de luttes, influencer fortement sur quelques-unes des revendications de base portées depuis longtemps par le mouvement abertzale comme par exemple l'institution Pays Basque ou la reconnaissance officielle de notre langue.

Pour toutes ces raisons les nombreux participants à l'atelier élections cantonales ont insisté sur l'intérêt



montrer qu'Iparralde n'est pas le sud-ouest de la France mais le nord-est du Pays Basque, AB continuera à être présent sur ce terrain, dans la mesure où ses moyens le lui permettront. Mais AB prendra soin de ne pas faire figure de faire-valoir, d'alibi nordiste au sein de structures qui ne seraient créées que dans l'intérêt exclusif d'une tendance. La présence d'AB dans des démarches dites nationales n'est pas un dû, c'est un engagement pris et à prendre au regard de l'avancée qu'il peut représenter pour la résolution démocratique du conflit basque et pour l'accès à la maîtrise par le peuple basque de son avenir.

À ce titre AB considère que les logiques suivies ces dernières années devraient laisser la place à une véritable entreprise de rassemblement des forces favorables à l'autodétermination, à l'image de ce qui avait été possible à l'époque de Lizarra-Garazi. Cela, ainsi



pour les abertzale de partir unis sur ces échéances, mais aussi de s'y montrer imaginatifs, ouverts et combatifs afin de favoriser partout les conditions du succès de nos idées, y compris en alliance avec d'autres sensibilités progressistes.

Université d'été d'AB : faire le bilan pour mieux préparer l'avenir

Jakes Bortayrou : «Les associations demandent respect et reconnaissance de leur travail»

ENBATA: *Un parti politique relaye les messages et mobilisations des mouvements sociaux, tout en enrichissant la réflexion avec ses propres contributions. Quelles sont les conditions idéales pour que l'échange soit gagnant-gagnant? Quels sont les risques d'une dépendance de l'un envers l'autre?*

Jakes Bortayrou: Des représentants du CADE et du collectif anti-OGM ont présenté leurs parcours respectifs et leur expérience des



Jakes Bortayrou

rapports avec les partis politiques. Ils ont insisté sur l'absolue nécessité de préserver l'indépendance des associations vis-à-vis des partis tout en étant demandeurs de relations avec eux afin de présenter leur point de vue et leur expertise indépendante concernant les problématiques qui les ont fait naître (problèmes écologiques, déchets, transports, disséminations des OGM, etc.). Les associations qui travaillent au sein de la société pour dénoncer des problèmes et mobiliser les citoyen(ne)s ne sont pas opposées, bien au contraire, à ce que les partis repren-

nent à leur compte analyses et revendications. Cela augmente leur crédibilité et peut déboucher sur des succès. Ils attendent juste d'être traités avec respect et que leur travail soit reconnu. Evidemment le risque de récupération est toujours présent et ils en appellent aux partis afin que ceux-ci se conforment à un code de bonne conduite excluant toute volonté de s'accaparer le travail des associations, même et y compris quand des militants de ces organisations travaillent au sein des associations, ou de les réduire au simple rôle de «courroie de transmission» avec la société. Dans une telle configuration c'est la crédibilité de l'association qui est mise en cause, entraînant souvent une désaffection des ses militant(e)s. Des gardes-fous ont été évoqués comme le fait de ne pas cumuler fonction de porte-parole dans une association et responsabilité politique dans un parti.

Pour les militant(e)s des partis les difficultés existent aussi, comme par exemple, celle de savoir s'ils peuvent intervenir et comment en tant que parti dans une problématique où travaillent déjà des mouvements sociaux ou de savoir jusqu'à quel point ils peuvent porter une problématique sectorielle (la question du logement par exemple) sans inhiber d'autres acteurs et limiter la construction d'un rapport de force. Les expériences du Réseau logement et de Batera ont été évoquées.

Sans être naïf et en reconnaissant la volonté légitime de toute organisation politique à exister et se renforcer par ses actions, la question majeure à laquelle elles doivent répondre en toute honnêteté est de savoir dans quel but réel et avec quelles conséquences elles interviennent: faire parler d'eux ou renforcer une lutte pour qu'elle soit victorieuse.

Enb: *Quel bilan AB a-t-il tiré de la coalition Euskal Herria Bai?*

J. B.: Malgré quelques voix discordantes, la grande majorité des participant(e)s au débat ont fait un bilan positif voire très positif de la coalition Euskal Herria Bai lors des dernières législatives. Dans un contexte difficile pour les abertzale les résultats ont été bons globalement, même si des points faibles demeurent notamment dans la 5^{ème} circonscription. La coalition a tiré son épingle du jeu en étant la quatrième force derrière les grands partis français. La coalition a semble-t-il réussi aussi à toucher des secteurs non abertzale. Cela fournit un point d'appui pour l'avenir. Elle a répondu à une attente d'unité de la part de beaucoup d'abertzale même si on n'a pas vu un raz-de-marée d'énergies militantes re-

d'autres soulignaient que son absence a simplifié la prise en compte de plusieurs thèmes durant la campagne et a donné à celle-ci un caractère plus marqué à gauche.

La suite des discussions a concerné les élections cantonales de 2008 et les avantages et difficultés de prolonger la coalition EH Bai.

Au chapitre des difficultés les incertitudes concernant l'évolution de la situation ont été évoquées: rupture de la trêve, objectifs et conséquences des actions, stratégies divergentes des forces politiques composant la coalition, positionnement sur les actions violentes anti-spéculation.

Concernant les avantages, la poursuite de l'élan unitaire, l'augmentation des scores et la possibilité de peser réellement sur la situation politique en Iparralde ont été citées.



Les militants anti-OGM occupent l'auditorium de Lur-Berri

joindre les comités de campagne. Le travail en commun entre personnes issues des différents partis a plutôt bien fonctionné. Certain-e-s ont exploré la défection du PNV tandis que

Au-delà c'est aussi l'avenir de la coalition en terme de recombinaison possible des forces politiques qui a été exploré par certain(e)s participant(e)s.



**Laborantza Ganbara sustenga dezagun.
Jadanik 1000 diru laguntzaile, zu zergatik ez?
Laborantza Ganbara, j'y tiens donc je finance!**



Euskal Herriko Laborantza Ganbara 64220 Ainize-Monjolose



Ikea ala kea?

LES lecteurs du *Monde* du 29 août ont pu lire, sous la plume de Nathalie Brafman, un article fort instructif intitulé: Le système Ikea —l'obsession des économies. On se souvient de tout le battage médiatique fait, au printemps 2006, par le député-maire de Bayonne, à grands renforts d'annonces médiatiques, sur l'implantation de l'enseigne suédoise sur la zone d'Ametzondo, au confluent de Bayonne, St Pierre d'Irube et Mouguerre. Avec, comme toujours, la promesse de création de centaines d'emplois. Ce sur quoi les édiiles des trois communes concernées ont moins insisté, c'est la mise à disposition du distributeur d'Almult, de bien plus de terrain que nécessaire à sa propre installation. Grâce à cette libéralité, Ikea pourra mettre en place un centre commercial dont il aura la maîtrise exclusive, notamment sur le choix des enseignes, et fera sans doute, au passage, une coquette plus value. Mais revenons à l'article du *Monde*. Nathalie Brafman ne fait pas référence au passé de collaborateur zélé des nazis que fut le fondateur et propriétaire du groupe, Ingvar Kamprad. Mais elle ne peut s'empêcher de s'interroger sur le fonctionnement de la société. Voici quelques passages fort édifiants de l'article.

«Pour vendre au plus bas prix, l'une des grandes idées d'Ingvar Kamprad fut de faire appel, dès le début des années 1960, à des fabricants étrangers. La Chine est depuis 2001 le premier fournisseur d'Ikea. "Il n'y a pas de tro-

pisme chinois, mais il y a une nécessité de faire fabriquer à bon prix. La Chine répond parfaitement à cet objectif", confirme-t-on chez Ikea. Et si les produits sont estampillés "Ikea of Sweden" —car ils sont dessinés en Suède— seulement 7 % d'entre eux y sont fabriqués.

(...)
Officiellement retiré des affaires, Ingvar Kamprad, aujourd'hui consultant, a également "réussi" à faire de son entreprise un groupe particulièrement opaque. Non coté, il ne publie jamais ses bénéfices. Depuis 1982, la société mère Ikea appartient à une fondation caritative, la Stichting Ingka Foundation, basée aux Pays-Bas.

Une autre société, Ikea Services, détient la propriété intellectuelle du groupe, c'est-à-dire son concept et le design des produits. A qui appartient Ikea Services? A cette question, impossible d'avoir une réponse claire. En réalité, Inter Ikea Systems serait elle-même détenue par des sociétés dont le siège serait situé dans des paradis fiscaux, aux Caraïbes, selon des journalistes suédois.

La direction se contente de justifier ce montage compliqué, pensé pour protéger l'entreprise d'un démantèlement, lorsque M. Kamprad, aujourd'hui âgé de 81 ans, mourra. Chose certaine, cette délocalisation tropicale permet d'autres économies, d'impôts cette fois.» N'en jetez plus, la cour est pleine!

Nos élus aiment à rappeler, la main sur le cœur, leur attachement au déve-

loppement durable. Précisément, Ikea, distributeur d'articles bon marché à durée de vie limitée, est aux antipodes du modèle de développement soutenable, respectueux des hommes et de la nature. Le lecteur d'*Enbata* se souviendra de l'article publié sur le sujet dans le numéro du 8 juin 2006. En voici, pour mémoire, un extrait:

«La qualité de l'emploi s'est sensiblement dégradée ces dix dernières années dans la grande distribution: salaires peu élevés, temps partiels systématiquement imposés, horaires variables, flexibilité dans les tâches à accomplir *i tutti quanti*. Il serait étonnant qu'Ikea fasse exception.

L'arrivée d'Ikea ne fera qu'accentuer un phénomène dont peu d'élus se préoccupent: le transfert de capitaux. Comme dans les supermarchés, de l'ordre de 40% des recettes resteront sur place: salaires, taxes locales, paiement des quelques fournisseurs locaux. Tout le reste ira ailleurs: aux entreprises qui fabriquent les articles Ikea, aux grands fournisseurs des services informatiques, financiers ou autres.

C'est la faiblesse des bassins de vie comme le nôtre, peu peuplés, peu industrialisés et générant peu de grands services aux entreprises, par rapport aux grands bassins de production. Tout comme les pays pauvres sont exportateurs nets de capitaux (il sort plus d'argent qu'il ne rentre) vers les pays riches, les bassins à faible potentialité perdent de l'argent au profit des grands bassins de production. La

concentration de la distribution aux mains de quelques grandes chaînes amplifie la tendance, contribuant fortement à appauvrir les plus pauvres et enrichir les plus riches.

Plus largement, la multiplication de ces grands magasins pose la question du développement durable. Pour faire un maximum de chiffre d'affaires et de profits, Ikea compte attirer des clients de centaines de kilomètres à la ronde: du Pays Basque sud, du piedmont pyrénéen, de la Gascogne et d'ailleurs. On imagine sans peine les cohortes de voitures que cela va générer, et tout le gaspillage et la pollution supplémentaires qui vont avec. Tout comme d'ailleurs les norias de camions pour alimenter le magasin, en provenance de régions ou de pays très éloignés et qui repartiront naturellement à vide.

Bref, nous sommes là bien loin du type de développement durable et citoyen, respectueux de l'environnement et des véritables besoins des consommateurs, indispensable si l'on veut diminuer le gaspillage des ressources, épargner la planète, mais également générer d'autres types d'emplois et de relations au travail. Mais de cela, nos élus se soucient comme d'une guigne. L'effet d'annonce d'on ne sait combien de centaines d'emplois est politiquement autrement plus rentable. Même si beaucoup d'espoirs risquent de partir rapidement en fumée.»

L'article de Nathalie Brafman ne fait que renforcer la conviction d'*Enbata* sur le sujet.

PRESO

■ **Suite aux arrestations.** Arrêtés le 1^{er} septembre à Cahors, les quatre présumés membres d'ETA risquent-ils la prison à perpétuité? C'est ce qu'a déclaré le 6 septembre le procureur de Paris attaché à la section anti-terroriste. C'est ce que conteste leur avocate, Xantiana Cachena, et même le porte-parole du ministère espagnol de la Justice au motif que la «perpétuité» n'existe pas en Espagne! Pour l'avocate, la qualification pénale retenue contre ses clients ne prévoit pas cette sanction. Outre le fait d'appartenir à ETA, de détenir dans leur appartement des explosifs en quantité, on leur impute en effet la séquestration des trois membres de la famille originaire d'Orio, enlevés le 24 août à Messanges, dans les Landes, séquestrés à Gurs (!) et relâchés le 27 à Ousse-Suzan (Landes): leur camping-car, chargé de 80 kilos d'explosifs, avait sauté le 26, près de Castellon (Espagne). L'enlèvement, ayant duré moins de 7 jours, est puni dans ce cas par 10 ans de prison, 15 en matière terroriste: An-

der Mujika, Alaitz Aramendi, Oihan Barandalla et Luis Iruretagoiena, ce dernier considéré comme «l'artificier» d'ETA, ont été emprisonnés en région parisienne.

L'attentat, le 24 août, à Durango, ne leur est pas attribué. La découverte, le 25, d'un appartement-laboratoire près de Roanne (Loire) est liée, elle, à l'arrestation fin juillet à Rodez, de trois membres présumés d'ETA.

■ **Encore condamné.** Vétéran de la lutte armée, emprisonné en France de 1991 à 1994, livré à l'Espagne, torturé, de nouveau arrêté le 21 mars 2003, relâché en mars 2006 pour cause de cancer, Joxe Domingo Aizpurua vient d'être condamné le 6 septembre à Paris à six ans de prison pour appartenance à ETA. Il a été ré-incarcéré pour purger le reste de la peine.

■ **Extradables.** Après huit ans de prison, Jose Luis Turillas a été expulsé le 27 août par la France vers l'Espagne, et libéré à l'aéroport de Barajas.

Les trois Basques interpellés le 27 avril à Sheffield, Zigor Ruiz, Iñigo Albisu et Ana Lopez ont été déclarés extradables le 17 août par la juge unique du Tribunal de Westminster. Un recours devant la Cour suprême a été déposé le 28.

■ **Ez da salgai.** La campagne «*Euskal Herria ez da salgai*» semble marquer le pas. A signaler cependant des dommages occasionnés par des coups violents le 22 août à quatre agences immobilières d'Anglet et Biarritz, et le 23, des tags sur deux autres à Anglet. Une cache contenant armes et explosifs a été découverte le 26 dans la forêt de Souraide, mais à qui l'attribuer?

■ **Dixième accident.** Un ami d'Iker Frade, détenu à Monterroxo (Galice) a subi le 18 août sur les hauteurs d'Altube un accident matériel de la circulation, alors qu'il allait lui rendre visite.

■ **ETA confirme.** La délégation à Logroño du ministère espagnol de la Dé-

fense a fait l'objet le 9 septembre d'un attentat d'ETA à la voiture piégée. Les dégâts sont matériels car la totalité des 80 kilos estimés d'explosifs n'a pas fonctionné. Les artificiers en ont désamorcé une grande partie.

Le matin même, le quotidien *Gara* publiait un communiqué dans lequel ETA revendiquait les attentats de l'été. On y trouve la confirmation des deux retards du 25 juillet à Belagua, sur la route du tour de France, et on y découvre la pose d'explosifs le 2 septembre sur plusieurs routes d'accès en Euskadi ou en Navarre.

■ **Manif réprimée.** La traditionnelle manif de la gauche abertzale aux non moins traditionnelles régates de la Concha, à Donostia, était cette année interdite par les autorités de Gasteiz! Cela n'a pas suffi à décourager les sympathisants de Batasuna. Mais les heurts avec la ertzaintza en ce dimanche 9 septembre midi, ont occasionné de nombreux blessés et amené à des interpellations musclées



BEZ* soziala

SARKOZYREN proiektu sozio-ekonomikoa ez da sorpresa bat, azken urteetan herri frangotan garatu diren politika neoliberalak doi bat ezagutzen dituen edonorentzat. Lan merkatuaren erabateko malgutasuna lortzea alde batetik eta bestalde Estatuaren hainbat gastu (sozialak bereziki) murriztea ditu helburuak. Hauxe agintzen baitu ideologia ekonomiko liberalak kapitalaren errentagarritasun maila hobetzeko. Sarkozyk jorratu nahi dituen arlo askoren artean (erretretak, fiskalitatea, lan denbora, zerbitzu publikoak) geriza sozialaren finantzaketa garrantzi handikoa da. Hain zuzen, «TVA sociale» deituriko proiektua asko aipatua izan da azken denboretan eta nahiz eta dirudien bazter batean utziko duen momentuz, gatazka sozial bizia sor lezakeen erretreta sistema berezian erreformari lehentasuna emateko, merzei du proiektuaren zergatiak eta sindikatuek edo ATTAC bezalako elkarte batek egin irakurketa kritikoak orotaraztea.

«BEZ sozialaren» helburua da tasa horren ehuneko emendatuz, enpresek orain arte sarien gainean pagatzen dituzten karguak ordezkatzeko. Kontsumitzaileentzat ez luke deus aldatuko, BEZ tasa azkarragoa merkeago lirakekeen produktuen prezioen gainean karkulatuko litzatekeelako eta salmenta prezioak berdin geldituko lirakekeelako. Aurkeztutako argumentuak nagusiki hiru dira: Frantziatik kanpora enpresen lekutzea murriztu, lanaren kostua tipituz; ondorioz, enpleguaren sortzea lagundu eta geriza soziala diruztatu.

Lehen argumentuari doakionez, nagusien propaganda hutsa da. Izan ere lanaren kostua Ekialdeko Europako herrietan hemen baino 5 aldiz eta Txinan 30 aldiz merkeagoa da. Sarien gaineko kargu sozialak kendu edo tipitzeak ez luke deus aldatuko. Aldiz epe motzean bederen, beste ondorio ekonomikoa eragingen luke lanaren kostua murrizteak. Frantzian ekoiztutako produktuen prezioak

Jakes Bortayrou

apalduko lirakeke (BEZ kanpo) eta ekoizpena kanpoko merkatuetan beraz, errexiago salduko. Alderantziz kanpotik inportutako produktuak frantses merkatuan garestiago lirakeke BEZ azkarragoagatik. Baina horrek Europa mailan dumping lehiaketa bizia piztuko luke (horren, ekiditzeko euro



«...zergak normalean duen aberastasunaren berbanaketa funtzioa ahulduko luke, kontsumoaren bitartez denei berdin pagaraziz, zer nahi izanik bakoitxaren errenta»

moneta sortu zuten prezeski), eta hain beharrezkoa den kooperazio fiskal eta soziala lagundu ordez, trabatuko luke.

Bainan funtsean zerk bermatuko du produktuen prezioak tipituko direla edota enpresek enpleguak sortuko dituztela? Kargu sozialen murrizketa aspaldidanik aldarrikatzen dute nagusiek eta behin baino gehiagotan ere lortu dute (2005ean karguen apaltze horiek 25 miliar euro kostatu zaizkio frantses Estatuari). Bainan inkesta batzuek erakusten dutenez enpleguak sortu dira hazkunde ekonomiko faseetan, eskaera handiagoei erantzuteko. Aldiz kargu sozialen apaltzearekin aurreztutakoa etekin marjak hobetzeko soilik baliatu dituzte enpresek. Konplexurik gabeko kapitalismo garai honetan nola izan daiteke bestela? Horrela prezioak berdin segitu beharrean, igotzeko joera izan

lezakete, BEZ soziala deiturikoa anti-soziala bilakatuz. Izan ere, errenta tipierna duten eta beren buxeta ia osoa eguneroko kontsumoari dedikatzen duten sektoreen eras ahalmena murriztua egonen litzateke.

Geriza sozialaren finantzaketa dela eta, lehen momentu batean aldaketa kuantitatiborik ez balitz ere, sistemaren funtsa erabat aldatuko litzateke eta ondorio maltzurak agertuko. Karguak tipitzen badira, nekez emendatuko dira etorkizunean. Aurrerikosten den Seguritate sozialaren gastuen emendazioari buru egiteko (bizi iraupena eta erretreta luzeagoak direla kausa) BEZaren tasa ezingo da etengabe igo. Ondorioz aterabide bakarra desberdintasun sozialak areagotzen dituzten asegura eta erretreta sistema pribatua izan da.

Azkenik «BEZ sozial» horrek ez luke justizia sozialean aurrerapauso bat suposatuko. Alderantziz, zergak normalean duen aberastasunaren berbanaketa funtzioa ahulduko luke, kontsumoaren bitartez denei berdin pagaraziz, zer nahi izanik bakoitxaren errenta.

Ageri denez, arazo ekonomikoen gibelean jendarte proiektua dago jokoan. Geriza sozialak behar sozial zabalei erantzuten die eta jendarteko koheziarako funtsezkoa da. Honen kostua handia izaitzea gauza normala da. Finantzaketa publikoa blokatzen bada sektore pribatuari erantzuten uzten zaio, erresuma batzuek egin duten bezala. Behar sozial horiek (erretreta, istripu edo eritasunen indemnitazioak...) merkantziak bilakatzen badira, pertsona bakoitxak dituen ahalmenekin erosten ahalko ditu ala ez. Arrunt bestelako norabidea da aldiz aberastasun partikatzeko zuzenago bat bilatuz, lanaren errentaz gain, kapital eta finantza errentak ere kontutan hartzea Seguritate sozial azkar baten gatazka hornitzeko.

*Balio erantsiaren gaineko zerga, erdaraz TVA

Sur votre agenda

Iraila:

✓ **Jehudi 13 et 20, 21h30, BIARRITZ** (Eglise Ste Eugénie). Le chœur d'hommes Oldarra offre les ultimes concerts de son programme

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.-46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

estival 2007. Réservations à l'office du tourisme et sur place deux

heures avant le début de la soirée.

✓ **Vendredi 29 septembre et lundi**

1^{er} octobre,

ALDUDE.

L'association

Artzain Munduak

organise

Les journées

en hommage

aux bergers

basques

d'Amérique.

✓ **Du vendredi**

14 au 11

novembre,

GETARIA (Kafe

Loco). Ex-

position Mikel

Dalbret.



Peinture de Mikel Dalbret

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Université d'été d'AB 4, 9 et 10

● Ikea ala kea? 11

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ Seaska, Iparraldeko Ikastolen Elkarteak, 2007/2008 ikasturterako, Bernat Etxepare Lizeoko barnategiarantz, bilatzen du: y Monitore Hezitzaile bat, berehala lanean hasteko, astean arratsalde batez eta gau batez.

Bete behar diren baldintzak irakasleentzat:

- Monitore hezitzaile diploma

- Euskaraduna

Interesatuak direnek, idatz

dezatela 2007ko irailaren

14a aintzin Seaskara:

- motibapen gutun bat + CV

bat igorritz

Seaska - Central Forum, 19

-10 André Emlinger plaza -

64100 Baiona

Fax: 05 59 52 88 87 - email:

seaska@ikastola.net